

Non à Jens Weidmann à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) ! Pour un processus de désignation transparent et une union monétaire pilier d'une Europe solidaire

En février 2018, nous apprenons par la presse que Jens Weidmann, Président de la Bundesbank, aurait été choisi comme successeur à Mario Draghi à la tête de la BCE, avec le soutien du Parti social-démocrate allemand (SPD). Nous appelons à toutes celles et ceux qui aspirent à des réformes de l'union monétaire, une économie solidaire et au rapprochement des états-membres, de se prononcer publiquement et clairement contre la nomination de Jens Weidman à la présidence de la BCE. Nous les appelons à se prononcer en faveur d'un processus de désignation ouvert et transparent.

Le bilan de la politique européenne de crise est calamiteux : chômage de masse, appauvrissement des populations, dérégulation du marché du travail, affaiblissement des conventions collectives et des syndicats, démantèlement du secteur public. Bien que le rôle de la BCE en tant que composante de la « troïka » ait été problématique, elle a contribué à enrayer la crise grâce à sa politique « whatever it takes » annoncée par Mario Draghi en automne 2012. Les mesures de politique monétaire déterminées ont eu le mérite de permettre un redressement tardif. Sans ces décisions, la monnaie commune aurait incontestablement imploré ce qui aurait entraîné des conséquences économiques et politiques très graves. La Bundesbank, présidée par Jens Weidmann, s'est continuellement opposée à cette politique. Lorsqu'il n'était pas parvenu à empêcher ces mesures nécessaires, Weidmann a souvent tenté de les retarder ou de les affaiblir.

Lors de la prochaine crise économique, il est à craindre que la BCE présidée par Jens Weidmann n'agisse pas d'une manière aussi tranchée et rapide. Il est plus que probable qu'elle montrera du doigt les pays en crise et les poussera à « serrer la ceinture » et à « faire leurs devoirs ». Cette attitude, laissant les États à la merci des marchés financiers, déstabiliserait la zone euro et rendrait plus difficile le (re)financement des budgets des États.

Si l'Allemagne parvenait, à l'aide du SPD, d'imposer Jens Weidmann à la présidence de la BCE, cela porterait un coup aux pays qui viennent péniblement de se redresser après la crise. La politique monétaire de Jens Weidmann est représentative d'une Europe régressive d'austérité. Avec lui à la tête de la BCE, les marges de manœuvre pour des réformes progressistes de l'UE et de l'union monétaire, pour des politiques économiques, financières et du marché du travail progressistes et seraient réduites à peau de chagrin.

Nous nous engageons pour une Allemagne européenne et une politique monétaire qui servira à créer une Europe sociale et solidaire. Nous soutenons l'appel lancé par Thomas Piketty et d'autres éminents économistes demandant que les décisions sur le personnel à la tête de la BCE ne soient plus prises à huis clos par les chefs de gouvernements, mais conformément à des critères transparents et avec la participation du public et du parlement européen.